

MISSION RETOUR DE LA
**MISSION ÉCONOMIQUE
DE LA FRANCOPHONIE**

G A B O N • 6 - 7 M A I 2 0 2 6

SOMMAIRE

- 03 CONSOLIDER LES ÉCHANGES,
STRUCTURER DES PARTENARIATS
- 03 LE GABON : UNE PLATEFORME STRATÉGIQUE
EN AFRIQUE CENTRALE
- 04 FILIÈRES D'ACTIVITÉ
- 07 UNE MISSION TOURNÉE VERS DES RÉSULTATS
CONCRETS
- 07 PARTICIPANTS
- 08 UNE DYNAMIQUE DE COOPÉRATION
FRANCOPHONE RENFORCÉE

CONSOLIDER LES ÉCHANGES, STRUCTURER DES PARTENARIATS

À la suite de la Mission Économique de la Francophonie organisée au Gabon en 2022, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), en partenariat avec l'Agence Nationale de Promotion des Investissements du Gabon et le ministère de l'Economie, des Finances, de la Dette et des participations, organise une mission retour à Libreville les 6 et 7 mai 2026.

Cette mission s'inscrit dans une logique de continuité et d'approfondissement. Elle vise à renforcer les échanges engagés lors de l'édition précédente, à mobiliser de nouvelles entreprises francophones des deux rives à fort potentiel et à favoriser la conclusion d'accords de partenariat concrets entre acteurs économiques.

Plus ciblée et résolument opérationnelle, la mission retour met l'accent sur des projets structurés, des besoins clairement identifiés et des rencontres qualifiées, afin d'inscrire la coopération économique dans une dynamique durable et mesurable.

LE GABON : UNE PLATEFORME STRATÉGIQUE EN AFRIQUE CENTRALE

Membre de la CEMAC et situé au cœur du bassin du Congo, le Gabon bénéficie d'une position stratégique en Afrique centrale.

La refondation de ses institutions, son environnement d'affaires structuré et son engagement en faveur de la diversification économique conjugué à des secteurs miniers stratégiques en font un point d'ancrage naturel pour toute entreprise souhaitant développer des activités dans la sous-région.

Libreville constitue un carrefour économique permettant d'accéder aux marchés voisins — Cameroun, Congo, Guinée équatoriale, Tchad et République centrafricaine — dans un contexte d'intégration régionale progressive.

La mission retour entend ainsi renforcer les synergies entre entreprises gabonaises et opérateurs économiques issus de la sous-région, tout en favorisant également des partenariats impliquant des entreprises internationales francophones.



FILIÈRES D'ACTIVITÉ

AGRO-INDUSTRIE



L'agro-industrie constitue un pilier central de la stratégie de diversification économique du Gabon. Le développement de la filière avicole répond à un objectif de renforcement de la production locale et de sécurisation de l'approvisionnement.

Le Plan National de Croissance et de Développement 2026-2030 positionne clairement l'agro-industrie comme un secteur clé et met l'accent sur la transformation locale des productions afin de réduire la dépendance alimentaire et de limiter les importations.

À ce titre, un premier test sera mené sur la filière avicole en suspendant l'importation des poulets de chair à partir de janvier 2027. Cela pourra se structurer autour d'un modèle de partenariat public-privé (PPP), dans lequel l'État fournirait le cadre, le foncier et des garanties de paiements étalés, tandis que le secteur privé apporterait les capitaux, l'expertise technique et l'exploitation.

Un projet structurant d'élevage de poulets de chair (ZAP Kango et ZAP Ntoun) soutenu par l'ANPI et la FAO, prévoit un investissement de 80 milliards FCFA (120 millions EUR) et le développement d'unités intégrées (production, alimentation animale, transformation, distribution).

Les opportunités concernent ici la production et la transformation aviaire, la production d'aliments (maïs, soja, formulation), les équipements industriels, la chaîne du froid, les solutions logistiques, ainsi que le transfert de savoir-faire et la formation technique.

D'autres projets agricoles structurants offrent des opportunités directes de partenariat industriel :

■ **La production de maïs et de soja (Bouamango)**

Sur une superficie de 2.100 ha et pour un budget estimé de 8 milliards FCFA, l'objectif de ce projet est de combler le déficit national d'environ 200 000 tonnes/an et de réduire les importations estimées à 1,5 milliard FCFA (maïs) et 285 millions FCFA (soja).

Les opportunités portent ici sur la mécanisation agricole, l'irrigation, les silos, la transformation primaire et le conseil pour le déploiement de modèles d'exploitation agro-industriels intégrés.

■ **La production et la transformation de l'igname**

Sur une superficie de 800ha et pour un budget estimé de 203 millions FCFA, l'objectif du projet est la substitution des importations estimées à +1 000 tonnes/an et le développement d'unités de transformation (farine, semoule, chips, purée).

■ **La culture du cacao (Koulamoutou, Minvoul)**

Pour un budget estimé de 4,2 milliards FCFA, l'objectif du projet est la structuration d'une filière exportable et de transformation primaire, avec la création de 250 emplois.

■ **La production d'arachide (Makouké)**

L'objectif de ce projet est de combler un déficit estimé de 39 640 tonnes et de réduire le budget d'importation estimé à 5 milliards FCFA/an.

Dans une perspective régionale, le développement de capacités productives au Gabon peut également répondre à des besoins sous-régionaux croissants en produits agroalimentaires transformés.



SERVICES NUMÉRIQUES



Le Gabon poursuit un processus de modernisation numérique de l'État, visant à améliorer l'efficacité administrative, la transparence et l'accès aux services publics.

La digitalisation des procédures, la cybersécurité, la gestion des données et le renforcement des compétences constituent des axes prioritaires.

Au-delà du gouvernement digital, le développement des services numériques participe à la structuration d'un écosystème d'affaires capable de rayonner à l'échelle régionale.

Les entreprises francophones spécialisées pourront approfondir leurs perspectives de coopération dans cet environnement en transformation.

Le projet de Centre d'Accélération pour l'Innovation et l'Entrepreneuriat Numérique, porté par l'ANPI-Gabon, dont les études préalables sont aujourd'hui achevées, prévoit un site de grande taille, des laboratoires de transformation numérique, FabLabs, centres d'accélération et espaces pour startups, l'ensemble pour un budget estimé de 10 milliards FCFA, qui sera financé en PPP / bailleurs.

Au-delà de ce projet structurant, le développement du gouvernement digital ouvre des opportunités dans la dématérialisation des procédures administratives, la cybersécurité, la gestion et l'interopérabilité des données publiques, les solutions d'identité numérique, les plateformes de services publics en ligne, ainsi qu'en formation et renforcement des compétences locales.

Pour les entreprises francophones, en particulier celles issues d'Afrique centrale, la mission constitue une opportunité d'entrer dans un marché en structuration, avec des besoins clairement identifiés et des interlocuteurs institutionnels mobilisés.

UNE MISSION TOURNÉE VERS DES RÉSULTATS CONCRETS

La mission retour privilégie des sessions sectorielles expertes, des rencontres d'affaires qualifiées et des échanges directs avec les décideurs publics et privés concernés. L'ambition est de permettre l'émergence de partenariats formalisés — accords commerciaux, transferts de technologie, co-investissements ou projets conjoints.

Un mécanisme de suivi post-mission est mis en place, avec l'appui de la Représentation de l'Organisation internationale de la Francophonie basée à Libreville au Gabon, afin d'accompagner les entreprises dans la poursuite et la concrétisation des discussions engagées lors de la mission.

PARTICIPANTS

La mission s'adresse aux entreprises francophones disposant d'une expertise sectorielle confirmée et d'un intérêt stratégique pour le marché gabonais et sous-régional. Une attention particulière pourra être accordée aux entreprises issues d'Afrique centrale, afin de renforcer les dynamiques économiques intrarégionales.

Côté gabonais, des entreprises à fort potentiel, dont certaines ont participé à la mission de 2022, ainsi que de nouveaux acteurs identifiés en collaboration avec l'ANPI-Gabon et d'autres acteurs d'appui aux entreprises, seront mobilisés autour de projets structurés et prêts à être développés.

La présence des acteurs suivants est attendue lors de la mission :

- Représentants du gouvernement de la République gabonaise
- Agences publiques, chambre de commerce et chambre des métiers
- Organisations patronales
- Grappes et regroupements d'entreprises des secteurs visés
- Banques publiques
- Cabinets conseils

UNE DYNAMIQUE DE COOPÉRATION FRANCO-PHONE RENFORCÉE

À travers cette mission retour, l'OIF réaffirme son rôle de facilitateur de coopérations économiques au sein de l'espace francophone et son ambition de contribuer à une intégration économique régionale accrue, fondée sur l'investissement productif, l'innovation et la création de valeur locale.

L'appel à candidature des entreprises intéressées par la mission retour sera ouvert à partir de la mi-mars 2026.



L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle rassemble 90 États et gouvernements.

Le rapport sur la langue française dans le monde, publié en 2026, établit à 396 millions le nombre de locuteurs de français. Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans les domaines prioritaires suivants : la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; l'éducation et la formation ; le développement durable et la solidarité. Dans l'ensemble de ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes, ainsi qu'à l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

La Secrétaire générale conduit l'action politique de la Francophonie, dont elle est la porte-parole et la représentante officielle au niveau international. Louise Mushikiwabo a été élue à ce poste lors du XVII^e Sommet de la Francophonie, en octobre 2018, à Erevan (Arménie). Elle a été reconduite dans ses fonctions lors du XVIII^e Sommet de la Francophonie, en novembre 2022, à Djerba (Tunisie).

53 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES

Albanie • Andorre • Arménie • Belgique • Bénin • Bulgarie • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada–Nouveau-Brunswick • Canada–Québec • Centrafrique • Chypre • Comores • Congo • Congo (RD) • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • France • Gabon • Ghana • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Macédoine du Nord • Madagascar • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Monaco • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Wallonie-Bruxelles (Fédération)

5 MEMBRES ASSOCIÉS

Émirats arabes unis • France–Nouvelle-Calédonie • Kosovo • Qatar • Serbie

32 OBSERVATEURS

Angola • Argentine • Autriche • Bosnie-Herzégovine • Canada–Nouvelle-Écosse • Canada–Ontario • Chili • Corée du Sud • Costa Rica • Croatie • Dominicaine (République) • Estonie • France–Polynésie française • Gambie • Géorgie • Hongrie • Irlande • Lettonie • Lituanie • Louisiane • Malte • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Sarre (Land de) • Slovaquie • Slovénie • Tchèque (République) • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris – France
Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00

